Soutenir la lutte des prisonniers détenus dans les geôles sionistes (Janvier 2013 : N°1)

le 16/1/2013 18:00:00 (273 lectures)

« Rien ne symbolise mieux que la prison coloniale la lutte à mort qui se joue entre colon et colonisé. Si la prison est l'éventualité certaine du résistant, la résistance est aussi l'horizon du prisonnier. C'est ce qu'attestent les luttes menées au sein même des geôles sionistes. Les prisonniers sont les martyrs, mais non les victimes de la résistance. Ils en sont les acteurs. Lutter contre la détention administrative et les conditions carcérales, c'est aussi lutter pour que la résistance continue, c'est lutter pour que la société continue d'exister. Parce que le combat des prisonniers est toujours un combat politique, le statut de prisonnier constitue, par conséquent, un repère fondamental de l'identité nationale palestinienne. C'est pourquoi la libération inconditionnelle de tous les prisonniers, palestiniens et arabes, est une revendication centrale de la cause palestinienne.

Cette chronique, produite par Rim al-Khatib, se veut être l'écho de cette lutte. Depuis début 2012, les prisonniers en détention administrative ont lancé un mouvement ininterrompu de grève de la faim. Actuellement Samer 'Issawi est en grève de la faim depuis plus de 5 mois (150 jours) ».

« Nés libres, nous le resterons »

Soutenir la lutte des prisonniers détenus dans les geôles sionistes

Janvier 2013 : N°1

I – Abolir la détention « administrative »

Ayman Sharawneh, Samer Issawi, Ja'far Izzidine,Tareq Qa'dan, Uday Kilani, Youssef Shaabane, sont des prisonniers « administratifs », des Palestiniens arrêtés puis détenus arbitrairement, parce que l'Etat de l'occupation les a jugés « dangereux » pour sa « sécurité », alors que depuis son existence, cet Etat a effectivement mis en danger la sécurité de millions de Palestiniens, vivant sous occupation ou en exil.

Ayman Sharawneh, de la ville d'al-Khalil et Samer 'Issawi, de la ville d'al-Quds, avaient été libérés lors de l'opération d'échange en octobre 2011. Mais l'Etat sioniste a aussitôt arrêté plusieurs des prisonniers libérés, sans aucune « charge », sinon celle de représenter une « menace ». La détention « administrative » est une forme de torture extrêmement sophistiquée, inaugurée par l'occupant britannique en Palestine et poursuivie par l'occupation sioniste, puisqu'il s'agit d'une arrestation puis d'une détention arbitraires, qui n'est régie par aucune règle autre que l'avis des services de renseignements de l'occupation. Cette détention peut être renouvelée sans cesse, de six mois en six mois, et le prisonnier n'apprend la décision de son renouvellement que lorsqu'il s'apprête à retourner dans sa famille. Tout en étant une torture morale en soi, l'arrestation puis la détention administrative menacent la vie de tous les citoyens palestiniens, de la Cisjordanie , y compris de la ville d'al-Quds, qui peuvent se retrouver derrière les barreaux rien que pour avoir exprimé leur refus de l'occupation.

L'emprisonnement « administratif » est une barbarie moderne, il bafoue la dignité de tout Palestinien vivant sous occupation. C'est pourquoi des prisonniers et anciens prisonniers mènent à présent une campagne pour « abolir la détention administrative ». Il ne s'agit pas de la première campagne, mais celle-ci a commencé avec la grève de la faim menée par Sheikh Khodr Adnane, au mois de décembre 2011, qui avait été arrêté et placé en « détention administrative », puis par la prisonnière libérée Hana' Shalabi, arrêtée à nouveau et placée également en « détention administrative », suivis par Bilal Diab, Thaer Halahla, Jaafar Izzidine, Umar Abou Shalal, Hassan Safadi, Mahmoud Sersek et Samer Barq. Certains furent libérés, d'autres « « éloignés » à Gaza (Hana' Shalabi), d'autres reçurent la promesse de leur libération s'ils acceptaient leur déportation (Samer Barq), certains libérés puis arrêtés à nouveau (Ja'afar Izzidine, cadre dirigeant du mouvement du Jihad islamique). Ce dernier fut à nouveau arrêté et détenu arbitrairement avec Tareq Qa'dan, pendant l'agression contre Gaza, au mois de novembre dernier.

La bataille pour l'abolition de la « détention administrative » est menée par les prisonniers qui ont entamé la grève de la faim, puis les familles des prisonniers (l'épouse de Tareq Qaadan, dont l'état de santé s'est détérioré, a rejoint la lutte des « ventres creux ») et les prisonniers libérés, comme le cadre dirigeant du Jihad islamique, Sheikh Khodr Adnane. Les associations palestiniennes de solidarité avec les prisonniers, ainsi que les familles et proches, participent à la mobilisation. Ayman Sharawneh vient d'arrêter, momentanément sa grève, après 170 jours de lutte. Les sionistes ont promis sa libération. Il menace de reprendre son combat s'il n'est pas immédiatement libéré. Samer 'Issawi, en grève de la faim depuis plus de 5 mois (150 jours) a été récemment brutalisé au tribunal parce qu'il a voulu étreindre sa mère et sa sœur Shirine, elle aussi ancienne détenue. La famille de Samer 'Issawi vit à présent dans leur maison encerclée par les forces de police, dans la ville d'al-Quds et lui-même, après avoir été agressé au tribunal, est isolé dans sa cellule. Les prisonniers en grève de la faim ont décidé de poursuivre leur lutte pour la dignité de tous les Palestiniens.

La campagne pour l'abolition de la « détention administrative » doit s'élargir. La pression internationale, le boycott des institutions sionistes, la campagne médiatique pour la libération des prisonniers, doivent s'intensifier. Ne laissez pas les prisonniers mourir ! Participez à la bataille pour leur libération !

2 – Statistiques

Le directeur des statistiques du ministère chargé des prisonniers palestiniens a publié le communiqué suivant : en 2012, l'occupation a arrêté 3848 Palestiniens, dont 881 enfants, 67 femmes, 11 députés et 9 prisonniers libérés lors de l'accord d'échange en octobre 2011. Plus de 95% des Palestiniens arrêtés sont de la Cisjordanie occupée, et 89 Palestiniens sont de la bande de Gaza, en majorité des pêcheurs arrêtés en mer. Concernant les prisonniers « administratifs », leur nombre s'élevait en novembre 2012 à 160 prisonniers et en décembre 2012 à 190 prisonniers. 70 prisonniers palestiniens sont détenus depuis plus de 20 ans et 23 prisonniers depuis plus de 25 ans.

3 – Darrar Abu Sissi, enlevé en Ukraine, toujours en isolement

De nouvelles révélations ont été faites par le prisonnier Darrar Abou Sissi, enlevé en Ukraine par les services du Mossad en collaboration avec les appareils sécutaires ukrainiens, en février 2011. Pour la première fois, il a pu rencontrer un avocat palestinien, qui lui a rendu visite dans la section de l'isolement dans la prison d'Ascalan. Alors qu'il se rendait en Ukraine, via la Jordanie, les services de renseignements jordaniens l'avaient arrêté dès sa descente d'avion et détenu pendant 5 jours, avec un interrogatoire d'une durée de 14 heures d'affilée, avant de le laisser poursuivre son chemin vers l'Ukraine. Puis, alors qu'il se trouvait dans le train pour aller rejoindre son frère, à Kiev, trois policiers ukrainiens l'arrêtent soi-disant pour contrôler ses papiers, mais il est enlevé et remis aux services sécuritaires ukrainiens qui l'enferment et le rouent de coups, avant de le livrer au Mossad. Il est ensuite transporté en avion, les yeux bandés et les mains et pieds attachés, dans une position accroupie, pendant 5 heures. Arrivé dans l'Etat de l'occupation, il est transféré au centre d'interrogatoire à Petah Tikva. Il est accusé d'appartenir aux Brigades d'al-Qassam (branche armée du Hamas) et d'avoir développé en tant qu'ingénieur, la centrale électrique dans la bande de Gaza.

Depuis son enlèvement, Darrar Abou Sissi est en isolement.

4 – « Israël » se venge sur les enfants palestiniens

L'Etat de l'occupation craint les fusées de la résistance. Il se venge sur les enfants palestiniens, cibles de la brutalité et de la sauvagerie des occupants sionistes. Un nouveau rapport du ministère palestinien chargé des prisonniers dénonce l'arrestation en 2012 d'environ 900 enfants palestiniens, âgés entre douze et dix-sept ans. Les arrestations se sont multipliées après la guerre récente contre Gaza et la victoire de la résistance. 95% des enfants arrêtés ont été brutalisés, avant même d'atteindre le centre de détention, soit lors de leur arrestation, souvent entre 2h et 4 h du matin, soit lors de leur transfert en voitures militaires, soit dans les colonies où ils sont d'abord transférés pour interrogatoires. Entre les séances d'interrogatoires, les enfants sont attachés à des poteaux, à l'extérieur, en plein froid ou sous la pluie, avant même qu'ils aient rencontré des avocats. Les services de renseignements sionistes leur font signer des « aveux » rédigés en hébreu (qu'ils ne comprennent pas), et les menacent s'ils ne collaborent pas avec eux. 200 enfants palestiniens sont en situation d'arrestation actuellement, dont 135 prisonniers, dont 32 enfants âgés de moins de 16 ans.

5- Prisonniers privés de poursuivre leurs études

Le tribunal sioniste a décidé de maintenir l'interdiction faite aux prisonniers palestiniens de poursuivre leurs études secondaires et universitaires. Pour les associations solidaires des prisonniers, il s'agit d'une mesure de vengeance envers les prisonniers. Une nouvelle fois, l'Etat de l'occupation trahit ses promesses, puisqu'il avait accepté, suite à la grève de la faim menée par les prisonniers le 17 avril 2012, de permettre à nouveau aux prisonniers de poursuivre leurs études. Mais l'occupant agit selon le rapport de forces présent sur le terrain et dans le monde. Tant que les institutions internationales, et notamment européennes, se rendent complices, par leur silence ou même leur approbation, des crimes de l'Etat de l'occupation, celui-ci poursuit sa politique criminelle envers le peuple palestinien.

6 – Répression des prisonniers de « Nafha »

Dans la nuit du 30 décembre, des unités spéciales « israéliennes » ont investi la prison de « Nafha » dans le désert du Naqab. Les prisonniers ont refusé la fouille nocturne qu'elles envisageaient de mener et ont commencé à cogner sur les portes aux cris de « Allah Akbar ». Les attaques nocturnes contre les prisonniers sont devenues de plus en plus fréquentes, selon le ministère palestinien chargé des prisonniers.

7 – Solidarité

Le mouvement du Jihad islamique en Palestine a organisé le lundi 31 décembre une manifestation en mobylette dans les rues de Gaza, en soutien à la lutte des prisonniers, en direction du siège du CICR. Cette manifestation n'est qu'une des mobilisations populaires organisées par le mouvement du Jihad islamique et les autres formations de la résistance palestinienne dans la bande de Gaza. En Cisjordanie également, le mouvement et un de ses cadres dirigeants, sheikh Khodr Adnane, poursuivent la mobilisation populaire, considérant que les prisonniers palestiniens représentent, aux côtés des martyrs et des blessés, « le prix payé par notre peuple pour sa libération », comme l'a récemment déclaré sheikh Nafez Azzam, membre du bureau politique du mouvement.

8 – refus des médias sionistes

Le prisonnier dirigeant du Hamas, Abbas Sayyed, a refusé de rencontrer des médias (journaux et télévision) sionistes pour une interview, au cours des derniers jours de la dernière guerre contre la résistance à Gaza.

9 – Sheikh Khodr Adnane interdit de parole à Qalqylia en Cisjordanie

Le ministère chargé des prisonniers dépendant de l'Autorité de Ramallah a interdit sheikh Khodr Adnane de s'exprimer, lors d'un rassemblement de soutien aux prisonniers, alors qu'il avait été invité par les organisateurs, les familles des prisonniers. Par cette interdiction, l'Autorité de Ramallah et son ministère prouvent qu'ils craignent l'élargissement du mouvement populaire « pour la dignité des prisonniers et des Palestiniens » lancé par sheikh Adnane lors de sa grève de la faim, il y a un an. Au moment où l'occupation et ses geôliers accentuent la répression dans les prisons, l'Autorité palestinienne veut contrôler le mouvement populaire et l'empêcher de dépasser le cadre lui servant aux négociations.